

Nationalisme kanak et syndicalisme en Nouvelle-Calédonie : construction de l'identité de l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités autour d'un syncrétisme (1981-1988)

Interroger la relation entre nationalisme kanak et syndicalisme au travers du prisme de la fondation de l'USTKE peut paraître évident. Syndicat nationaliste depuis sa création, l'USTKE défend jusque dans ses statuts, son ambition politique en se plaçant comme acteur de la lutte pour l'indépendance kanak socialiste. L'émergence du nationalisme kanak et le contexte politique agité que connaît la Nouvelle-Calédonie ont attiré l'intérêt des historiens et plus largement des chercheurs en sciences sociales. Historiens, ethnologues, sociologues ou géographes ont mis la lumière sur les mécanismes de la société calédonienne dans ses fondations culturelles, politiques, et sociales. Cependant, l'application des thèses nationalistes dans la sphère syndicale et plus généralement le syndicalisme en Nouvelle-Calédonie semble, *a contrario* très peu étudiée. Le mouvement syndical calédonien mériterait, il me semble, une attention particulière et un examen approfondi dont cette étude n'a pas la prétention.

Dans le vaste champ de l'étude du syndicalisme calédonien, l'approche choisie consiste à se focaliser sur la fondation d'un syndicat en particulier, l'USTKE. C'est davantage la construction de l'identité du syndicat sur des fondements politiques qui est étudiée ici plutôt que les actions syndicales à proprement parler. L'étude des premières sources émanant de l'USTKE, statuts, communiqués, rapports, courriers, révèle un nationalisme certain et affiché de la part de ses fondateurs. C'est bien un outil de lutte pour l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie que les fondateurs de l'USTKE entendent mettre en place en 1981. Cependant, à la différence des partis politiques, l'USTKE s'est investi sur un terrain laissé libre selon ses militants : le monde du travail et le syndicalisme. La logique de Louis Kotra Uregeï et des autres fondateurs, unir l'ensemble des travailleurs pour lutter contre un système qu'ils dénoncent comme colonialiste et qui asservirait le prolétariat. En se positionnant à la fois dans le camp indépendantiste tout en développant des thèses d'extrême gauche, ce syndicat fonde son identité sur un syncrétisme entre nationalisme kanak et lutte des classes. La relation étroite entre politique et syndicalisme est à la base de ma réflexion, qui bien évidemment, mériterait une ouverture sur les autres syndicats et formes d'engagement politique.

L'USTKE est un objet d'étude dans sa prise de position aussi nette dans le monde politique, que ce soit au travers de la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et de sa participation active au sein du FLNKS, comme de son positionnement à l'international dans un monde en pleine Guerre Froide. La date de 1989 semble par ailleurs marquer un tournant pour l'USTKE. L'effondrement progressif du bloc soviétique et de son modèle, la signature des Accords de Matignon-Oudinot, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou, sont autant d'éléments qui amorcent une mutation dans le climat politique calédonien. La question de l'indépendance ou non de la Nouvelle-Calédonie, est repoussée aux échéances que l'on connaît et l'USTKE semble alors s'engager pleinement dans les conflits dans le monde du travail. La dernière décennie du XXe siècle est par ailleurs marqué par de fortes tensions entre syndicats et patronat. C'est donc les huit premières années de vie de l'USTKE qui seront développées, et notamment sur la constitution d'une identité syndicale basée sur un nationalisme kanak mêlé à un discours de lutte des classes. Comment comprendre dès lors une telle position ? Quelles ont été les démarches intellectuelles qui ont conduit les fondateurs de l'USTKE à créer un syndicat comme outil de l'Indépendance kanak socialiste ? Quelle place la politique a-t-elle eu dans la pensée des leaders au moment de la création de l'USTKE ? Que pouvait apporter un syndicat à la lutte indépendantiste selon ses fondateurs et inversement, quels pouvaient être les intérêts pour un syndicat de s'impliquer autant dans la sphère politique ? Quelles influences ont eu les mouvements

d'extrême gauche sur les mentalités des fondateurs de l'USTKE ? Comment s'est traduit le syncrétisme entre nationalisme kanak et lutte des classes ?

Une première piste de réflexion nous conduit à nous pencher sur le profil des leaders de ce syndicat afin de comprendre à la fois la nature, la raison et la portée de ce syncrétisme. Nés dans les années 1950, Louis Kotra et Hnalaine Uregeï, André Forest, Neko Hnepeune, sont tous issus de la génération nationaliste kanak selon la définition de Christine Demmer¹. Contemporains de Jean-Marie Tjibaou, Eloi Machoro, Nidoïsh Naisseline, ces syndicalistes font partie de la génération post-indigénat. Contrairement aux leaders politiques cependant, les fondateurs de l'USTKE ont grandi en milieu urbain, comme le déclare Louis Kotra Uregeï et André Forest. L'hypothèse formulée ici est que les conditions de vie des leaders syndicaux, dans le Nouméa d'après-guerre, peuvent expliquer en partie leur militantisme politique mais aussi syndical. Jeunes adultes dans les années 1970, les fondateurs de l'USTKE sont contemporains du Réveil kanak, période particulière désignée ainsi par David Chappell² voyant l'émergence du nationalisme kanak. Le mouvement amorcé par les Foulards Rouges et le Groupe 1878 atteint la sphère politique. D'une revendication identitaire et culturelle, le nationalisme kanak se transforme en une revendication pour l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie en 1975. Les fondateurs de l'USTKE, engagés dans des partis politiques, membre des Foulards Rouges puis de l'UMNC pour Louis Kotra Uregeï et à l'Union calédonienne pour Neko Hnepeune notamment, vivent cette transition. Militants politiques indépendantistes, ces hommes ont néanmoins choisi de fonder un syndicat indépendantiste. Les difficultés rencontrées par les leaders de l'USTKE du fait de leur mode de vie urbain, la pauvreté dans laquelle certains des fondateurs ont vécu dans leur jeunesse, les conditions de travail, le chômage, et la ségrégation vécue à Nouméa, sont des éléments qui paraissent absents ou du moins peu évoqués par les partis indépendantistes dans la décennie 1970. La restitution des terres, la reconnaissance de la culture kanak puis la question du statut de la Nouvelle-Calédonie sont les thèmes forts des Foulards Rouges et du Groupe 1878 puis des partis politiques indépendantistes. Par ailleurs, les fondateurs de l'USTKE ne sont pas des novices en matière de syndicalisme. Louis Kotra Uregeï et Neko Hnepeune étaient membres de la fédération des fonctionnaires tandis qu'André Forest était membre de l'USOENC. La construction d'un syndicat indépendantiste peut alors se comprendre comme la croisée de leur militantisme politique et syndical.

Une mise en perspective s'avère également nécessaire pour mieux appréhender le caractère inédit de la fondation de l'USTKE. L'USTKE est-il en 1981 le seul syndicat à se prononcer sur la question de l'indépendance ? Non, l'USOENC s'est déjà prononcé en faveur de l'indépendance³ et a par ailleurs participé au congrès fondateur du FLNKS en 1984 en tant qu'observateur⁴. Cependant l'USTKE va plus loin en cherchant une légitimité par l'affirmation de la nécessité de fonder « un syndicat par et pour les kanak » au moment même de sa fondation le 5 décembre 1981⁵. À partir d'un syndicat, l'organisation semble changer de stratégie par la suite en intégrant les autres communautés par l'intermédiaires du « E », les « exploités », au sein d'une Union de syndicats des travailleurs kanak et des exploités en 1982. Cette intégration, difficile pour des militants plus âgés selon les dires des

¹ DEMMER Christine, « Nationalisme kanak et génération : une approche du changement social en Nouvelle-Calédonie », article remanié de l'intervention au colloque « les approches générationnelles : enjeux, avancées, débats » du 13 et 14 nov. 2003, texte non publié, 2003, 24 p.

² David Chappell, Le Réveil kanak. La montée du nationalisme en Nouvelle-Calédonie, Nouméa, Université de Nouvelle-Calédonie & Madrépores, 2017.

³ ISRAËL Henri, Une histoire du mouvement syndical en Nouvelle-Calédonie, Nouméa, île de Lumière, 2007, p.312.

⁴ Compte-rendu manuscrit du congrès constitutif du FLNKS, Archives territoriales de Nouvelle-Calédonie, Nouméa, fond 30J86 dossier « congrès constitutif du FLNKS », 17 pages.

⁵ Rapport du Comité provisoire pour un syndicalisme kanak, Nouméa, 1981, archives de l'USTKE, Nouméa, fond « politique », 2 pages.

fondateurs interrogés⁶, se comprend au travers de l'anticapitalisme affirmé par le syndicat. L'USTKE est-il le seul syndicat engagé dans une perspective de lutte de classe ? À ma connaissance, oui. Il s'agit du seul syndicat à développer un discours aussi radical et axé sur des théories d'extrême gauche. D'autres syndicats s'étaient déjà vus attribuer l'étiquette communiste par le passé, objet par ailleurs de critiques, comme ce fut le cas pour la CTNC⁷. Au sein même du camp indépendantiste, le Palika développe également un discours similaire, prônant l'abolition du système capitaliste. Le rapprochement idéologique a-t-il permis un contact entre les membres du parti et les syndicalistes ? Je ne peux à ce stade présumer d'une stratégie commune, question à laquelle une analyse prosopographique pourrait en partie répondre. Une démarche en ce sens devrait permettre de mieux connaître les réseaux des acteurs du syndicalisme. Si les liens entre Yann Céléne Uregeï et les frères Louis Kotra et Hnalaine Uregeï ne sont plus à démontrer, l'étendue des relations entre les individus, politiques, syndicalistes de l'USTKE et des autres syndicats, s'avèrerait nécessaire pour mieux appréhender la fondation de l'USTKE. Par ailleurs, les premiers acteurs du syndicat sont assez mal identifiés. Reconstituer le tissu des relations entre les acteurs du syndicalisme pourrait alors permettre une compréhension plus fine de la démarche de ces syndicalistes.

Concernant l'identité que les fondateurs de l'USTKE ont donnée à ce nouveau syndicat basée sur un discours indépendantiste et de lutte des classes, l'étude des premières sources du syndicat a pu mettre en lumière les fondements idéologiques de cette organisation. Comment comprendre un tel syncrétisme, alliant à la fois une idéologie basée sur la culture kanak et une idéologie marxiste, prônant l'unification du prolétariat fin de renverser le système capitaliste ? Comment s'est traduit ce syncrétisme, dans les paroles et les actes ? L'USTKE, membre fondateur et actif du FLNKS, se dote de symboles ouvertement indépendantistes : drapeau constitué d'une flèche faîtière et des couleurs rouge, jaune, bleu et vert comme celui du FLNKS, devise « usine, tribu, même combat ». Les premiers membres de l'USTKE justifient par ailleurs la fondation d'un tel syndicat en dénonçant le manque de prise en considération de la « spécificité des travailleurs kanak »⁸, que ce soit dans le Code du travail comme dans les revendications des syndicats existants. Le calendrier sert d'exemple à leur propos, calqué sur le modèle français. Ces travailleurs revendiquent alors une adaptation au mode de vie des Kanak, notamment concernant les absences en cas de décès d'un membre de la famille. Au-delà des aspects nationalistes qui forgent l'identité de l'USTKE, les membres fondateurs du syndicat s'inscrivent également dans une idéologie d'extrême gauche. En tant que syndicat nationaliste et prônant la lutte des classes, l'USTKE entend œuvrer pour l'Indépendance kanak socialiste dans la sphère syndicale. Hnalaine Uregeï justifie même cette position en affirmant que c'est en convaincant les travailleurs des autres ethnies à la cause indépendantiste que le combat pour l'indépendance pourra être gagné par les indépendantistes⁹. Une pure logique démographique permet de comprendre tout l'intérêt pour les indépendantistes que peut représenter cette stratégie. Peut-on pour autant résumer la fondation de l'USTKE à cette simple démarche ? La réponse semble plus complexe et mérite une mise en perspective internationale. Le syndicat, fondé à l'aube de la décennie 1980, entretient des relations très étroites avec la CGT, sans que cela implique une affiliation. Cependant, la centrale française soutient régulièrement le camp indépendantiste ainsi que l'USTKE au travers de communiqués. Par ailleurs, la dénomination de la salle de formation « Henri Krasucki » de l'USTKE met en lumière la proximité des deux syndicats. Les deux organisations sont également constituées sur le même modèle d'une

⁶ Entretien avec Louis Kotra Uregeï et André Forest mené le 9 janvier 2018 au siège de l'USTKE, 2 rue Ali Raleb Vallée du Tir, Nouméa. Salle de réunion du bureau confédéral du syndicat..

⁷ Henri Israël, *op. cit.*.

⁸ Rapport du comité provisoire..., *op. cit.*.

⁹ « L'USTKE, un syndicalisme de classe », article de Informations et réflexions libertaires, numéro spécial février 1985, archives de la CGT, Montreuil, fond 5 CFD 143-146, 4 pages.

confédération. Les contacts entre les deux organisations syndicales interviennent alors que la CGT est elle-même en reconstruction identitaire menée par son secrétaire général Henri Krasucki. L'USTKE adhère par ailleurs à la Fédération syndicale mondiale en 1986. Les relations internationales de l'USTKE sont révélatrices de l'identité que le syndicat se construit dans les premières années de son existence. L'organisation calédonienne s'attache à développer des relations à l'international pour faire connaître le mouvement indépendantiste et accorde son soutien à des causes à travers le monde, dénonçant tantôt les essais nucléaires dans le Pacifique, soutenant par ailleurs les mouvements indépendantistes notamment en Polynésie française. Cet aspect du syndicalisme pourrait représenter à lui seul une piste de réflexion, mettant en avant les démarches de l'ensemble des syndicats à l'extérieur du Territoire. Il s'agirait de s'inspirer des travaux tels ceux de Jean-Pierre Pernot afin de désenclaver la réflexion présentée ici, parfois trop enfermée dans le contexte local.

Enfin, l'identité de l'USTKE au travers de ses actions en tant que syndicat peut être évoquée. Le syndicat calédonien se positionne d'emblée comme un syndicat aux méthodes radicales, multipliant les conflits : en 1984, sur les 25 conflits dans le monde du travail, 21 auraient été déclenchés par l'USTKE¹⁰. Le paysage syndical calédonien en 1981 est déjà fortement marqué par l'empreinte de l'USOENC. Par ailleurs, le syndicalisme calédonien a déjà connu de grandes batailles sociales, la création de la CAFAT, du système de retraite, du Fonds social de l'Habitat ou encore la lutte contre la vie chère en sont de bons exemples. Le tout jeune syndicat de l'USTKE doit alors se démarquer de ses concurrents, notamment l'USOENC très implanté à la SLN. Se revendiquer comme syndicat nationaliste, engagé dans la lutte des classes et multipliant les conflits pourrait donc se révéler nécessaire afin de trouver sa place et de gagner des adhérents. Toutefois, je ne mets pas en doute les convictions des fondateurs de l'USTKE, mais mets en avant simplement l'idée que cette stratégie était peut-être nécessaire pour, à la fois convaincre les travailleurs nationalistes kanak et surtout, tenter de séduire les travailleurs des autres ethnies qui ne se retrouvaient pas dans le discours indépendantiste. Cette manière de faire propre à l'USTKE lui a été reprochée par la suite, notamment concernant la longévité et la dureté de conflits que l'opinion publique n'a pas toujours soutenu. Cela reste un des fondements de l'identité du syndicat.

Au-delà de la fondation de l'USTKE, une réflexion plus large pourrait être portée sur le syndicalisme calédonien dans son ensemble. La première piste de réflexion pourrait consister à retracer de manière chronologique les évolutions du phénomène, en chercher les caractéristiques en termes d'adhérents, de relations avec le patronat... dans un contexte économique particulier qu'est celui d'un Territoire fortement marqué par la prédominance de l'industrie du nickel et ayant connu une industrialisation tardive. Les influences diverses de l'international, que ce soit concernant les tentatives des centrales françaises de s'implanter dans ce Territoire ou les grands événements qui ont marqué le XXe siècle, Seconde Guerre mondiale ou Guerre Froide notamment, présentent également un intérêt. La relation entre politique et syndicalisme en Nouvelle-Calédonie me paraît, par ailleurs, tout à fait intéressante. Bien avant l'USTKE, le monde syndical a connu des relations étroites avec la sphère politique, notamment entre l'Union calédonienne le Syndicat des Autonomes. La période 1984-1988 et plus largement les décennies 1970-1980, période de bipolarisation politique doit également présenter un intérêt singulier. D'autres aspects plus précis pourraient également faire l'objet d'une attention particulière : l'engagement syndical à la façon des études sur le militantisme, les conflits sociaux qui dépassent donc la seule sphère syndicale, ou encore le dialogue social. La décennie 1990, qui connaît de grands conflits syndicaux, ne manque pas d'intérêt non plus, mais la tâche peut sembler ardue du fait de la proximité chronologique avec le temps d'écriture. Le syndicalisme calédonien reste donc il

¹⁰ Notes sur la délégation USTKE du 2 au 7 décembre auprès de la CGT, op. cit., p. 2.

me semble un beau sujet d'étude et qui présente de multiples facettes, qui seront sans doute mises à l'honneur au travers divers travaux en sciences sociales.